

**RÉSUMÉ**



Organisation  
internationale  
du Travail



INTERNATIONAL  
INSTITUTE FOR  
LABOUR STUDIES

ETUDES SUR  
LA CROISSANCE ET L'EQUITE



**INDONESIA**

**UNE DEMANDE  
INTÉRIEURE CONFORTÉE  
EN PÉRIODE DE CRISE**

# Résumé et recommandations stratégiques

---

## *La crise mondiale a eu des répercussions relativement limitées sur l'économie et le marché du travail indonésiens...*

Au cours des deux années qui ont précédé la crise, la croissance du PIB de l'Indonésie avoisinait les 6 pour cent par an – 6,3 pour cent en 2007, le taux le plus élevé de la décennie. Elle était tirée par une demande intérieure soutenue, une hausse de la consommation des particuliers et de forts taux d'investissement liés à l'amélioration des infrastructures et à un climat propice aux affaires. En outre, contrairement à la période qui avait précédé la crise financière asiatique de 1997, le secteur de la finance avait des assises relativement solides: le contrôle prudentiel des banques était strict, l'exposition aux flux de capitaux internationaux limitée et la fréquence des prêts improductifs diminuait.

Néanmoins, quand la crise s'est propagée et que la demande mondiale et l'activité commerciale ont chuté, les exportations indonésiennes ont également sombré, et même jusqu'à 18 pour cent au premier trimestre 2009. De ce fait, le taux de croissance a commencé de ralentir, tombant juste en-dessous de 5 pour cent au quatrième trimestre 2008 et se stabilisant autour de 4 pour cent pour les neuf premiers mois de 2009. La croissance, cependant, a rapidement rebondi pour commencer à se redresser fin 2009; au premier trimestre 2010, elle avait renoué avec son niveau d'avant-crise.

La croissance de l'emploi est restée soutenue au cours de la brève période de crise avec des suppressions d'emplois dans quelques secteurs seulement entre février 2008 et 2009, essentiellement dans le bâtiment, les transports, l'entreposage et les communications. Cependant, cumulés, ces secteurs ne représentent que 12 pour cent de l'emploi total. De plus, le taux de chômage a régulièrement baissé – passant de 8,4 pour cent en février 2008 à 8,1 pour cent en février 2009 et 7,1 pour cent en août 2010. En 2009 – au paroxysme de la crise – l'Indonésie était le seul pays d'Asie et du G20 (pour lesquels nous disposons d'informations) dans lequel la croissance économique était positive et le taux de chômage en baisse par rapport à son niveau de 2008.

## *... en raison d'une situation de départ favorable en Indonésie...*

Pour de nombreux pays en développement, les mécanismes de transmission de la crise furent des enchaînements d'événements externes, surtout la chute des exportations. En effet, dans de nombreux pays émergents, la croissance de la période d'avant-crise dépendait des exportations. Pour l'Indonésie aussi, ce fut le principal outil de propagation de la crise. Mais, exprimées en pourcentage du PIB, les exportations indonésiennes, environ 30 pour cent en 2008, étaient moins importantes que dans de nombreux autres pays de la région, à savoir 75 pour cent en Thaïlande et au Viet Nam et plus de 35 pour cent en Chine.

En outre, contrairement à certains pays de la région, l'Indonésie est entrée dans la crise avec une situation budgétaire relativement saine; elle a donc pu conduire des politiques anticycliques sans mettre en péril ses

finances publiques à moyen terme. En 2008 en particulier, l'équilibre budgétaire en pourcentage du PIB était proche de zéro (-0,1 pour cent), comparé à près de - 1 pour cent en Asie du Sud-Est. De surcroît, l'Indonésie bénéficiait d'un secteur financier en assez bonne santé qui avait été réglementé suite à la crise asiatique de la fin des années 1990. Des réformes d'envergure comprenaient une surveillance et une réglementation plus strictes du marché financier (appelée Badan Pengawas Pasar Modal) et l'introduction d'un système d'assurance dépôts (Lembaga Penjamin Simpanan).

*... et de la mise en place précoce de mesures monétaires et budgétaires anticycliques qui ont renforcé la demande intérieure...*

Le gouvernement a mis en place quelques mesures d'urgence afin de stabiliser le système financier. Quand la bourse s'est effondrée en octobre 2008, le gouvernement a temporairement suspendu les opérations pour éviter de déstabiliser davantage les marchés financiers. En outre, en vue de relancer la demande globale et de prévenir une dépréciation du taux de change, la Banque d'Indonésie (BI) a abaissé son taux directeur de 375 points d'indice; il est passé de 9,25 pour cent en décembre 2008 à 6,5 pour cent en septembre 2009. Enfin, contrairement à d'autres économies asiatiques qui ont essayé de dévaluer leur monnaie pour augmenter leurs exportations, la stratégie monétaire de l'Indonésie visait à maintenir la parité entre la roupie indonésienne (IDR) et le dollar des Etats-Unis (US\$). Cela avait notamment pour but de garantir la poursuite des investissements étrangers dans les entreprises indonésiennes, mais c'était aussi lié au fait que la dette extérieure de l'Indonésie étant essentiellement libellée en dollars, la dévaluation de la roupie aurait eu pour conséquence de creuser le déficit.

Le gouvernement a également annoncé en janvier 2009 des mesures de relance budgétaire s'élevant à 1,4 pour cent du PIB (73 300 milliards de roupies ou 7,1 milliards de dollars) – le plus petit plan de relance de toute l'Asie, où la moyenne était d'un peu plus de 7 pour cent du PIB. Premier instrument budgétaire utilisé, des baisses d'impôts, dont la plupart étaient déjà programmées avant que la crise n'éclate; elles représentaient plus de 75 pour cent des dépenses de relance, l'immense majorité consistant en une série d'aménagements de l'impôt sur le revenu des personnes physiques (24 500 milliards de roupies soit 2,4 milliards de dollars) et une baisse de l'impôt sur les sociétés (19 300 milliards d'IDR soit 1,9 milliards US\$). Le gouvernement a par ailleurs alloué 12 000 milliards d'IDR supplémentaires (1,2 milliard US\$) aux investissements d'infrastructure qui devaient venir en appui d'un programme d'infrastructures déjà conséquent. Cette relance a relativement bien réussi à fournir un soutien d'urgence: les réductions d'impôt ont pris effet immédiatement et à la fin de 2009 la quasi-totalité de la relance liée aux investissements dans les infrastructures avait été dépensée.

Cette action se démarquait nettement des efforts entrepris dans d'autres pays. Par exemple, parmi les homologues asiatiques de l'Indonésie les mesures de relance étaient le plus souvent consacrées aux investissements d'infrastructure avec moins d'un cinquième dédié aux réductions d'impôt. Même dans les économies avancées, moins de la moitié des plans de relance concernait des mesures d'ordre fiscal. Ce démarcage par rapport aux autres pays ne fait que souligner le caractère unique de la situation macroéconomique de l'Indonésie. Alors que le pays disposait de grandes marges de manœuvre budgétaires pour mener des politiques budgétaires expansionnistes, il a opté pour des mesures fiscales, déjà prévues,

principalement dans l'optique de poursuivre son action de modernisation de la fiscalité et d'améliorer le droit fiscal en le rendant plus propice à faire progresser la compétitivité des entreprises et les revenus.

***...premièrement, grâce à des exonérations fiscales pour les ménages les plus modestes et à des réductions d'impôt sur le revenu...***

D'importants changements sont intervenus dans le système d'impôt sur le revenu avec quelques modifications pour les bas revenus. En premier lieu, le seuil d'exemption fiscale a été relevé de 13,2 millions d'IDR (1271 \$) à 15,8 millions d'IDR (1521 \$) pour les célibataires et de 14,4 millions d'IDR (1386 \$) à 17,2 millions d'IDR (1655 \$) pour les personnes mariées. De nouvelles exonérations fiscales ont été octroyées en fonction de la situation familiale, à savoir le nombre d'enfants. Il y a également eu des réductions du taux effectif d'imposition au bas de l'échelle: pour les personnes dont les revenus varient de 25 à 50 millions d'IDR (de 2400 à 4800 \$), le taux a été divisé par deux, passant de 10 à 5 pour cent et, pour les revenus compris entre 100 et 200 millions d'IDR (9600 à 19 200 \$), le taux marginal d'imposition est dorénavant de 15 pour cent au lieu de 25. Des modifications ont aussi été opérées dans les fourchettes hautes de revenus.

Les raisons qui expliquent cette priorité donnée aux réductions des impôts sur le revenu étaient multiples. Premièrement, le gouvernement indonésien avait déjà programmé une modernisation de son système fiscal et, quand la crise a frappé, il devint urgent d'achever le processus. Deuxièmement, les effets des réductions d'impôt pouvaient se concrétiser immédiatement, donnant ainsi du poids à la rapidité de réaction en période de crise. Et enfin, ces réductions ont été cruciales pour augmenter les revenus des ménages les plus pauvres qui – associées à d'autres interventions politiques – ont pu avoir des effets multiplicateurs conséquents.

***...deuxièmement, en relançant les programmes de protection sociale qui avaient été élaborés en réponse à la crise asiatique...***

Dans de nombreux pays, une crise fournit l'occasion de renforcer ses mécanismes de protection sociale. C'est d'ailleurs ce qui s'est passé en Indonésie après la crise financière asiatique de 1997. Le pays a mis en place une série de mesures, les plus remarquables étant (i) un programme de subventions alimentaires; (ii) les transferts conditionnels en espèces; (iii) l'autonomisation régionale; et (iv) des services médicaux pour les plus défavorisés. Tout cela fut complété par de nouveaux programmes au cours des années qui ont suivi la crise asiatique et par des efforts pour instaurer un cadre afin de développer une sécurité sociale et une assistance sociale universelles (Loi n° 40/2004). A cet égard, le gouvernement était en mesure d'attribuer un financement additionnel à l'éventail de programmes d'assistance sociale dont il dispose. En 2009 en particulier, bien que n'étant pas considérées comme faisant partie du plan de relance, les dépenses consacrées aux programmes existants – par le biais du processus budgétaire classique – ont augmenté de plus de 34 pour cent, soit 20 000 milliards d'IDR (1,9 milliard d'US\$).

Cette réponse comprenait aussi l'extension du programme de transferts sociaux inconditionnels (BLT). Le programme fut réactivé en 2008 pour aider à relever les défis posés par la crise alimentaire. En 2009, il fut prolongé de deux mois et subventionné à hauteur de 2300 milliards d'IDR supplémentaires (0,2 milliard d'US\$). Le BLT fournit un revenu social à court terme et concerne les 30 pour cent les plus pauvres des ménages

(environ 18,5 millions de foyers). De la même manière, le gouvernement a étendu à deux reprises un programme de transferts sociaux conditionnels (PKH) qui était en période de test lorsque la crise a éclaté. Le programme apporte une allocation financière aux femmes enceintes ou aux familles ayant des enfants de moins de 15 ans sous réserve que les enfants satisfassent à certaines exigences dans le domaine médical et scolaire. En 2009, près de 250 000 ménages étaient concernés, avec – au moins au début – des résultats plutôt positifs: les bénéficiaires ont bien utilisé les fonds pour financer la scolarité et la santé de leurs enfants, pour acheter des denrées alimentaires et d'autres biens de première nécessité.

En outre, dans le cadre de la relance, l'Indonésie a attribué près de 7 pour cent (5100 milliards d'IDR ou un demi-milliard de dollars) de la relance totale (une proportion comparable aux autres pays de la région) pour apporter un complément de revenu aux ménages les plus démunis. La majeure partie de ce financement (4500 milliards d'IDR ou 0,4 milliard d'US\$) fut consacrée à des subventions permettant de réduire le prix de l'huile alimentaire qui constitue une bonne part des dépenses annuelles des ménages à faible revenu.

### *...troisièmement, en reconnaissant les effets bénéfiques pour l'emploi des politiques de l'offre et de la demande qui s'alimentent mutuellement...*

Compte tenu des réductions d'impôts et des mesures renforcées de protection sociale, les revenus des Indonésiens ont reçu un véritable coup de pouce pendant la crise. Selon les premières estimations, le total des revenus des ménages a augmenté grâce au plan de relance qui a contribué à soutenir la demande intérieure: la consommation des ménages a grimpé de 14,5 pour cent au premier trimestre de 2009 et de 9,7 pour cent au deuxième trimestre de 2009.

En complément de ces mesures, le gouvernement a veillé à préserver un climat favorable aux affaires pour que les entreprises soient capables de faire face à l'augmentation de la demande. En particulier, la baisse des taux d'emprunt établis par la BI a contribué à réduire le coût du crédit mais, plus important encore, le gouvernement a institué une «facilité de garantie aux prêts» au sein du Crédit aux entreprises populaires (KUR) pour les entreprises confrontées à des difficultés de financement pendant la crise. Le KUR avait été fondé en 2007 pour faciliter l'accès au crédit des petites et moyennes entreprises (PME). Dans le cadre des activités de relance, le taux d'impôt sur les sociétés a été réduit de 5 points de pourcentage passant de 30 à 25 pour cent. De plus, les petites entreprises, c'est-à-dire celles dont le chiffre d'affaires ne dépasse pas les 50 milliards de roupies (4,8 millions de dollars) ont droit à une réduction d'impôt de 50 pour cent de leur taux habituel.

A cette fin, les politiques ont alimenté le jeu de l'offre et la demande – ce qui a eu d'importants effets sur l'emploi. En fait, entre février 2009 et août 2010, l'économie indonésienne a généré 3,7 millions d'emplois – parmi lesquels 1,2 million résultaient des mesures de relance. L'impact fut particulièrement fort dans le cas des secteurs liés à la consommation intérieure comme le commerce de détail et l'agriculture.

- Entre février 2009 et août 2010, 2,3 millions d'emplois ont été créés dans le secteur des services à la personne, communautaires et sociaux et 255 000 emplois dans le secteur des services financiers, de l'assurance, de l'immobilier et des services aux entreprises.

- De la même manière, le commerce de détail, le secteur de l'hôtellerie-restauration ont créé plus de 650 000 emplois.

***... et qui, quatrièmement, ont été complétés par des efforts pour consolider les investissements dans les infrastructures à haute intensité d'emploi, y compris dans les zones rurales.***

Le surcroît d'investissement dans les infrastructures fut somme toute modeste dans le cas de l'Indonésie – moins de 11 pour cent du plan de relance, contre plus de 37 pour cent dans les autres économies émergentes ou en développement. Cependant, les infrastructures – et c'était déjà le cas avant la crise – sont une stratégie de choix pour conforter un climat propice aux investissements en Indonésie. En effet, avant la crise, cet investissement avait contribué pour près du tiers à la croissance du PIB. Ainsi, la réponse de 2009 ne visait donc qu'à s'appuyer sur cette vaste stratégie tout en mettant l'accent sur les activités créatrices d'emploi. Même s'il y a eu un retard dans le déboursement des fonds destinés aux infrastructures, plus de 97 pour cent de la contribution avaient été dépensés à la fin 2009.

De plus, les investissements dans les travaux publics à haute intensité de main-d'œuvre – qui ont été bien ciblés – ont eu de forts effets multiplicateurs et ont donné une impulsion bienvenue à la création d'emplois (le résultat de cette relance fut environ 450 000 emplois équivalent temps plein). En outre, selon l'enquête conduite par le bureau de pays de l'OIT pour l'Indonésie et le Timor-Leste, les catégories les plus vulnérables ont été les principales bénéficiaires des dépenses de travaux publics.

Plus particulièrement, le Programme national pour l'autonomisation des communautés (PNPM) – un ensemble de programmes de développement communautaire qui sont un instrument de prédilection pour réduire la pauvreté en Indonésie – a reçu un financement supplémentaire. En 2009, le budget a augmenté de manière significative de 4200 à 7600 milliards d'IDR (de 0,4 à 0,7 milliard d'US\$). Le programme a réussi à stimuler le développement économique grâce aux progrès réalisés en matière de qualité des infrastructures physiques locales et de création de possibilités d'emploi locales.

***Pour aller de l'avant, l'Indonésie pourrait tirer parti de ces progrès significatifs en renforçant la protection sociale...***

En dépit des politiques qui viennent d'être adoptées dans le sillage de la crise, la couverture de protection sociale demeure plus limitée en Indonésie que dans d'autres pays d'Asie. En Indonésie, les dépenses sociales – 1,9 pour cent du PIB en 2008 – sont plus réduites que dans les autres économies émergentes d'Asie – environ un tiers du niveau atteint en Thaïlande et en Malaisie. De plus, le programme souffre d'un certain nombre de faiblesses, notamment:

- Des prestations inefficaces: un certain nombre de programmes d'assistance sociale, comme le Raskin (du Riz pour les pauvres), bien que destinés aux pauvres, ont des circuits de distribution insuffisants. Ils souffrent également d'importantes pertes sèches, certains foyers qui n'étaient normalement pas éligibles au programme en ont pourtant bénéficié, ce qui réduit d'autant les capacités de secours aux

plus nécessaire. Par exemple, le nombre total des pauvres dans une province donnée est défini par le Bureau central de statistique, mais le choix précis des personnes éligibles au programme revient au gouvernement du district ou municipal et débouche, dans bien des cas, sur un biais de sélection. De ce fait, compte tenu des moyens limités, les ménages défavorisés sont parfois exclus de la distribution de riz.

- Des prestations méconnues du fait d'un manque de cohérence et de coordination: de nombreux ménages éligibles à l'aide sociale ne sont pas informés des divers programmes qui existent – il devient alors particulièrement ardu de garantir que les programmes atteignent bien les catégories ciblées et produisent les résultats escomptés. Il existe aujourd'hui 117 programmes relatifs à la lutte contre la pauvreté mis en œuvre par 32 agences différentes.
- Une supervision insuffisante des programmes avec peu de mécanismes d'évaluation en place: dans certains cas, les programmes demeurent inachevés. Par exemple, au sein des projets de développement des infrastructures du Programme national d'autonomisation communautaire, chaque année, près de 30 pour cent des projets ne sont pas terminés. Ces retards sont principalement le résultat de la lenteur administrative pour le traitement des propositions, la sélection des projets, etc. En outre, sauf dans certaines circonstances (si les mécanismes sont financés par les donateurs), beaucoup de programmes ne disposent d'aucun mécanisme d'évaluation.

L'une des façons d'aborder ces problèmes systémiques serait de créer une autorité centrale de coordination, associée à de meilleurs outils de supervision et de suivi au niveau local. Cela pourrait contribuer à faire connaître et à améliorer la distribution de l'aide et faire progresser l'efficacité générale de la protection sociale. Par exemple, au Brésil, tous les mécanismes de réduction de la pauvreté – dont 14 seulement sont des programmes de sécurité sociale et de réduction de la pauvreté – sont coordonnés par le cabinet du Président. En Indonésie, toute rationalisation des mécanismes devrait aussi s'accompagner d'un système d'évaluation; la capacité des responsables politiques à améliorer l'efficacité des programmes de marché du travail existants (ou nouveaux) dépend pour beaucoup d'un cadre d'évaluation approprié.

### *...pour lutter contre le haut degré d'informalité de l'emploi et favoriser la création d'emplois de qualité...*

Près des deux tiers de la population active totale sont employés dans l'économie informelle. C'est un problème social majeur mais le haut degré d'informalité est aussi une entrave au développement économique et, comme le montre le rapport, cela rend l'économie plus vulnérable aux chocs. Certaines mesures pourraient être instaurées en Indonésie avec le double objectif d'améliorer la couverture globale de protection sociale et de promouvoir la création d'emplois de haute qualité, notamment:

- Harmoniser les taux de cotisation entre main-d'œuvre formelle et informelle: actuellement, au sein du système de sécurité sociale, les travailleurs officiels versent un pourcentage de leur salaire alors que les travailleurs informels paient un taux net fixe, ce qui, d'un point de vue fiscal, rend plus attrayant le travail dans le secteur informel. Cependant, si tous les travailleurs devaient payer l'impôt progressif sur

le revenu – même si cela devait conduire à sous-déclarer les revenus en général – cela aurait au moins l'avantage d'exclure la fiscalité des facteurs poussant à travailler dans l'économie informelle.

- Promouvoir une couverture médicale flexible pour les travailleurs de l'économie informelle: l'Indonésie a déjà rendu obligatoire l'assurance maladie universelle mais une forte proportion de pauvres n'y a pas accès. Ce système pourrait tirer profit de l'expérience de pays comme le Ghana, qui est passé d'un système de paiement à la prestation au Système national d'assurance maladie, obligatoire, en 2005. Le système, financé par une TVA à 2,5 pour cent et par des cotisations individuelles basées sur le revenu (avec une exonération pour les personnes âgées et les indigents) propose une couverture portable, souple, aux travailleurs informels par le biais de mutuelles d'assurance santé privées. Les premiers résultats sont impressionnants parce que le nombre des affiliés est passé de 7 pour cent de la population en 2005 à 45 pour cent en 2008, avec une majorité de travailleurs issus de l'économie informelle.
- Simplifier le régime fiscal des PME: une proportion non négligeable des PME de main-d'œuvre appartient au secteur informel – souvent en raison du régime fiscal. En accordant des incitations fiscales (ou du crédit) aux entreprises pour qu'elles «s'officialisent», on pourrait donner une impulsion à la création d'emplois formels. Plusieurs pays en développement ou émergents, surtout en Amérique latine et en Europe de l'Est, y sont parvenus. Par exemple, la Hongrie a abaissé les impôts pour ceux qui embauchent des travailleurs défavorisés et a accordé des niches fiscales aux secteurs employant des travailleurs informels (travailleurs domestiques, bâtiment). En Amérique latine, où les régimes fiscaux sont particulièrement compliqués, la simplification de la structure fiscale, en diminuant le coût et la difficulté pour les PME de respecter la loi, les a incitées à s'enregistrer officiellement. Des pays comme l'Argentine, la Bolivie, le Brésil et le Pérou ont introduit des régimes fiscaux simplifiés pour les PME, en remplaçant par exemple les diverses taxes (comme l'impôt sur le revenu ou la TVA) par une taxe unique.
- Soutenir les travailleurs sans emploi: pour le moment, il n'existe pas de régime d'assurance chômage pour venir en aide aux demandeurs d'emploi, ce qui se traduit par de nombreux chômeurs qui ont recours au travail dans le secteur informel. Il faut envisager de bâtir un régime d'indemnisation du chômage qui soit bien conçu et serve aussi bien le marché du travail que les objectifs sociaux. Plus précisément, ce régime doit attribuer un revenu de remplacement adapté, tout en maintenant le contact entre les travailleurs et le marché du travail officiel grâce à l'accompagnement dans la recherche d'emploi et à la formation qualifiante. Même si le lancement d'un tel programme nécessite un investissement de départ, le cas de la République de Corée illustre comment on peut y parvenir de manière rentable. En 1995, le ministère du Travail de la République de Corée a utilisé des installations et du personnel dont il disposait déjà pour lancer un régime d'assurance chômage et l'administrer la première année, réduisant ainsi considérablement les coûts généraux de fonctionnement.
- Politique générale de développement des compétences: pour que le marché du travail fonctionne bien, il faut que l'information relative au marché du travail permette d'élaborer une stratégie prioritaire de développement des compétences. Dans le cas de l'Indonésie, cependant, le système actuel est relativement fragmenté. La plupart des formations qualifiantes ne sont pas basées sur les compétences et les diplômes ne sont souvent pas reconnus. La proposition actuelle de développer un système de formation national est une avancée dans la bonne direction. Sa réussite dépendra d'un certain nombre



de paramètres clés de conception, notamment une meilleure information sur le marché du travail, l'établissement d'un système de certification homogène à travers tout le pays, et un meilleur maillage des canaux de diffusion des compétences.

***...et promouvoir les perspectives d'emploi pour les jeunes – qui n'ont pas reçu leur juste part des fruits de la croissance.***

Déjà avant la crise, en février 2008, le taux de chômage des jeunes âgés de 15 à 24 ans, de 21,1 pour cent, était bien supérieur à la moyenne de la région d'Asie du Sud-Est et du Pacifique où les taux de chômage des jeunes en 2008 tournaient autour de 15 pour cent. Pendant la crise, en Indonésie, la jeunesse a subi une modeste hausse du taux de chômage – atteignant plus de 23 pour cent en août 2008. La situation s'est depuis quelque peu améliorée, le taux de chômage tombant sous la barre des 20 pour cent en février 2010. Cependant, par rapport à leurs concitoyens adultes (âgés de 25 à 54 ans), le taux de chômage des jeunes d'Indonésie est quatre fois plus élevé – en fait, le décalage de plus de 15 points de pourcentage figure parmi les plus élevés des pays pour lesquels nous disposons de données et demeure inchangé depuis que la crise a éclaté. De nombreuses pistes de réforme pourraient offrir des débouchés professionnels à la jeunesse:

- Renforcer la transition école – travail: beaucoup de problèmes semblent provenir d'une inadéquation des qualifications. Des efforts sont indispensables pour renforcer les liens entre les institutions éducatives et le secteur privé. Dans un premier temps, le gouvernement pourrait œuvrer pour améliorer le programme d'apprentissage existant, par exemple en augmentant le nombre de places disponibles et en ouvrant davantage l'accès à la formation professionnelle. Cet objectif pourrait être atteint en développant des partenariats de formation qualifiante avec les entreprises. A moyen terme, cependant, il faut en faire davantage pour garantir de meilleurs résultats en matière d'éducation afin d'accompagner la croissance de l'emploi dans les secteurs productifs, hautement qualifiés.
- Encourager l'embauche des jeunes: en l'absence d'offres d'emploi satisfaisantes, de nombreux jeunes sont réduits à chercher du travail dans le secteur informel. Certaines mesures peuvent être envisagées pour encourager l'embauche directe de jeunes chômeurs, grâce à des subventions ciblées notamment. En Chine, par exemple, des incitations financières ont été instaurées pour que les entreprises privées recrutent plus de jeunes diplômés. De la même manière, la République de Corée a introduit de nouvelles subventions des salaires pour les PME qui offrent à leurs stagiaires des contrats en bonne et due forme de travail à l'issue de leur stage.

***Relever ces défis ne sera possible qu'en encourageant la cohérence entre les objectifs de travail décent et les politiques macroéconomiques.***

Suite à la crise financière asiatique de 1997, les politiques monétaires et budgétaires ont été axées sur la maîtrise de l'inflation et la réduction de la dette. Ainsi, la décennie qui a conduit à la crise était caractérisée par une prudence générale – ce qui était la stratégie adéquate, au moins dans un premier temps. Cependant, cela a débouché sur une baisse des investissements fixes, une stagnation des dépenses de protection sociale et une politique monétaire bien ciblée. Avec une croissance qui devrait dépasser les 6 pour cent en 2010 et 2011 par

an, il ne saurait y avoir de moment plus approprié pour renforcer les mesures de protection sociale et centrer davantage les politiques macroéconomiques sur l'emploi:

1. L'effet de levier des marges de manœuvre budgétaires: en Indonésie, les marges de manœuvre budgétaires sont considérables – la dette représente moins d'un tiers du PIB et l'endettement des ménages est inférieur à 10 pour cent du PIB – tous deux bien supérieurs à leurs voisins asiatiques. Une partie de ces marges de manœuvre peut être consacrée, par exemple, à améliorer l'efficacité et la couverture des mécanismes de protection sociale, à renforcer la diffusion des savoirs ou à étendre les programmes d'apprentissage existants. Des dépenses de cette nature ne devraient pas être considérées comme ponctuelles - c'est un investissement à long terme pour une croissance durable et qui portera ses fruits à l'avenir en termes d'amélioration du bien-être des travailleurs, de productivité, de revenus et de croissance économique globale.
2. Rendre la politique monétaire propice à la croissance économique et à la création d'emplois: il est important de trouver un équilibre entre deux objectifs jumeaux, le maintien de la stabilité des prix et l'impulsion de la croissance économique. L'expérience des autres pays prouve que s'attaquer à l'inflation ne se fait pas nécessairement aux dépens de la croissance et de la création d'emploi.
3. Augmenter l'accès au crédit pour les entreprises locales, en particulier les plus petites: les faits montrent que les entreprises indonésiennes fonctionnent de 30 à 35 pour cent au-dessous de leurs capacités, et l'une des premières contraintes auxquelles elles sont confrontées est le coût exorbitant du crédit (les taux d'emprunt demeurent deux fois plus élevés que la moyenne des pays de l'ANASE). A cet égard, le gouvernement a un rôle à jouer pour instaurer un environnement incitant le secteur privé à investir. Le gouvernement devrait envisager d'étendre le Crédit aux entreprises populaires (KUR) pour renforcer encore la capacité des micro-entreprises et des PME à obtenir un soutien financier, comme ce fut récemment le cas au Viet Nam.

L'Indonésie s'en est plutôt bien sortie pendant la crise. Malgré les défis qui se font jour, le pays est en bonne position pour entreprendre les réformes nécessaires. Pour aller de l'avant, il lui faut reconnaître la complémentarité des objectifs économiques, sociaux et de travail – en particulier le rôle du dialogue social pour les atteindre – pour s'assurer que les réussites futures seront durables et équitables.